

marches-securises.fr

PUBLICATION

ÉTABLISSEMENT

**CD des A-M - Direction de la
Construction, de l'Immobilier et
du Patrimoine**

Route de Grenoble
BP 3007
06201 Nice

AVIS DE MARCHÉ**SERVICES**

Avis de marché – directive générale, régime ordinaire

Section 1 - Acheteur**1.1 Acheteur**

Nom officiel : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine.

Forme juridique de l'acheteur: Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur: Services généraux des administrations publiques.

Section 2 - Procédure**2.1 Procédure**

Titre: 2026A0069 - ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif des Alpes Maritimes.

Description: 2026A0069 - ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif des Alpes Maritimes - Missions liées à la sécurité incendie des biens et assistance à personnes du centre administratif départemental. - Missions liées à la gestion des équipements électroniques de sûreté du patrimoine départemental. - Missions liées à la surveillance humaine et générale des sites.

Identifiant interne: 2026A0069.

Type de Procédure: Ouverte.

Procédure accélérée: NON.

Principales caractéristiques de la procédure: Le marché est une procédure adaptée ouverte en raison du type de service correspondant aux spécificités de l'Article R2123-1 3° - Services sociaux et autres services spécifiques du Code de la commande publique..

2.1.1 Objectif

Nature du marché: services.

Nomenclature principale (cpv): 79710000.

2.1.2 Lieu d'exécution**2.1.3 Valeur****2.1.4 Informations générales**

Informations complémentaires de la procédure: Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite du site dans les conditions suivantes : une visite groupée dont la date et l'heure seront indiquées sur la plateforme. Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Personne à contacter : M. ALI MOKHNACHE Kelyan, Chef du service sécurité et sureté : 04.89.04.29.49 et son secrétariat 04.97.18.69.54 Une attestation de visite sera être fournie. Le candidat devra joindre à son offre cette Attestation de visite dûment remplie..

Base juridique : Directive 2014/24/EU

2.1.5 Conditions de passation des marchés**2.1.6 Motifs d'exclusion**

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Faillite:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Corruption:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Concordat:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Participation à une organisation criminelle:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Fraude:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Insolvabilité:

Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Biens administrés par un liquidateur:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Motifs d'exclusion purement nationaux:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Coupable d'une faute professionnelle grave:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Manquement aux obligations dans le domaine du droit social:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Paiement des cotisations de sécurité sociale:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
État de cessation d'activités:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Paiement d'impôts et taxes:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..
Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes:
Description: Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation..

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Identifiant interne: Lot unique.

Titre: Lot unique : ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif départemental des Alpes Maritimes.

Description: ACBC Sécurité incendie et sureté du Centre Administratif départemental des Alpes Maritimes

La prestation comprend :

- Missions liées à la sécurité incendie des biens et assistance à personnes du centre administratif départemental.
- Missions liées à la gestion des équipements électroniques de sûreté du patrimoine départemental.
- Missions liées à la surveillance humaine et générale des sites.

5.1.1 Objectif

Type de marché: services.

Classification CPV: 79710000.

Options : L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès de l'entrepreneur, comme décrit ici:
Se référer aux documents de la consultation..

5.1.2 Lieu d'exécution

5.1.3 Durée estimée

Durée par mois: 48.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements: 3.

Description: Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 1 200 000 € HT par période de 12 mois, reconductible 3 fois par période de 12 mois pour les mêmes montants, soit une durée maximale de 48 mois..

5.1.5 Valeur

Valeur (hors TVA): 4800000 EUR.

Valeur maximale de l'accord-cadre: 4800000 EUR.

5.1.6 Informations générales

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: none.

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché.

Description : Niveau minimal de capacité professionnelle et technique : - Agrément dirigeant/gérant d'une entreprise de sécurité privée délivré par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS) - Autorisation d'exercer une activité de sécurité privée délivrée par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS).

Description : Capacité financière sans minimum exigé..

5.1.10 Critères d'attribution

Critère Qualité :

Nom : La valeur technique.

Description : SC 1 : Définir les mesures que le candidat s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de la réalisation et du suivi des prestations du marché pour une qualité de service (15 points) SC2 : Description de la gestion des effectifs, recrutement, formation et suivi (20 points) SC3 : Organisation de la continuité de service et gestion des absences (25 points).

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

Critère Prix :

Nom : Le prix.

Description : Le prix noté sera celui du DDED. Voir le détail sur les documents de la consultation..

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://marches-securises.fr/>

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Soumission électronique : Requête

Date limite de réception des offres : 23/07/2026 à 15:30.

Adresse pour la soumission : <https://marches-securises.fr/>.

Catalogue électronique : Non autorisée

Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.

Une signature ou un cachet électronique avancé ou qualifié [tel que défini dans le règlement (UE) no 910/2014] est requis.

Date limite jusqu'à laquelle l'offre doit rester valable : 6 Mois

Conditions de présentation :

Informations complémentaires : Séance non publique.

Conditions du marché :

Facturation électronique : Requête

Le paiement électronique sera utilisé.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximum de participants : 1.

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de médiation : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Informations relatives aux délais de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

Organisation qui reçoit les demandes de participation : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Organisation qui traite les offres : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : CD des A-M - Direction de la Construction, de l'Immobilier et du Patrimoine.

Numéro d'enregistrement (SIRET) : 22060001900016.

Adresse postale : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM).

Adresse postale : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM). 147 boulevard du Mercantour - BP 3007.

Ville : NICE CEDEX 3.

Code postal : 06201.

Pays : FRANCE.

Point de contact: Service des Marchés.

Adresse électronique: marches@departement06.fr.
Téléphone: +33 497186000.
Adresse internet: <https://www.marches-securises.fr>.
Profil de l'acheteur: <https://www.marches-securises.fr>.

8.2 ORG-0003

Nom officiel : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA).
Numéro d'enregistrement (SIRET) : 17060005000026.
Adresse postale : 18 avenue des Fleurs.
CS 61039.
Ville : NICE CEDEX 1.
Code postal : 06050.
Pays : FRANCE.
Point de contact: Tribunal administratif de Nice.
Adresse électronique: greffe.ta-nice@juradm.fr.
Téléphone: +33 489978600.
Adresse internet: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.
Url d'échange d'informations: <http://nice.tribunal-administratif.fr/>.

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis :af3e424a-073a-4aaa-8627-1b29ae6b095a
Type de formulaire: Mise en concurrence.
Type d'avis : Avis de marché – directive générale, régime ordinaire.
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.